



Politiques en matière de bioénergie

La bioénergie est aujourd'hui l'une des plus grandes sources d'énergie renouvelable capable de fournir de la chaleur, de l'électricité et du carburant de transport. L'intérêt marqué pour les biocarburants a d'abord été observé lors des pénuries d'énergie durant la Seconde Guerre mondiale. Les chocs pétroliers des années 1970, causés par une offre limitée de certains pays producteurs, ont ravivé l'intérêt envers les carburants de remplacement comme moyen de renforcer l'autonomie énergétique. Récemment, les objectifs nationaux et internationaux en matière de changements climatiques ont mené à l'élaboration de politiques qui encouragent l'industrie et les ménages à recourir à la bioénergie. Les instruments de politique les plus souvent utilisés par les gouvernements sont énumérés dans le tableau suivant.



Survol des instruments réglementaires et économiques appuyant l'utilisation de la bioénergie

| Instrument | Description | Exemples |
|--|--|--|
| Loi sur les énergies renouvelables | Loi qui définit un objectif pour la part d'énergie à fournir à partir de sources renouvelables. Ce type de loi est souvent intégré dans les feuilles de route technologiques ou les plans d'action nationaux en matière d'énergie renouvelable. | Objectifs en matière d'énergie renouvelable (Autriche) Directive sur les énergies renouvelables (Union européenne) |
| Quota ou mandat | Les mandats concernant les énergies renouvelables ou les normes pour les portefeuilles d'énergies renouvelables établissent la teneur minimale en carburant renouvelable dans les carburants liquides (p. ex. essence, diesel) ou pour l'électricité vendue. | Règlement sur les carburants renouvelables (Canada) Normes sur les carburants renouvelables (RFS2) (États-Unis) Mandat du Brésil sur l'utilisation d'éthanol |
| Programme de tarifs de rachat garantis (TRG) | Les accords de TRG garantissent aux fournisseurs d'électricité un prix par unité de production pendant une période déterminée afin de favoriser une production stable d'énergies renouvelables. | Tarifs de rachat garantis en Allemagne Programme de tarifs de rachat garantis en Ontario Tarifs de rachat garantis au Vietnam |
| Primes de rachat (PR) | Les PR complètent les revenus générés dans le marché standard par une prime pour l'électricité produite ou la puissance installée. | Primes de rachat en Italie Primes de rachat en Grèce Contrats sur différence (Royaume-Uni) |
| Subventions à la construction et à l'exploitation | Les subventions à la construction réduisent les dépenses en immobilisations initiales et aident à stimuler la recherche, le développement et la démonstration (R-D-D), tandis que les subventions à l'exploitation offrent une certitude en ce qui concerne les revenus d'exploitation. | Programme écoÉNERGIE pour les biocarburants (Canada) Politique du Népal sur les subventions aux énergies renouvelables Programme PETRO de l'ARPA-E (États-Unis) |
| Prêt à conditions avantageuses et garantie de prêt | Les programmes de prêt à taux d'intérêt faibles sont offerts pour les projets admissibles afin de faciliter l'accès au financement et de réduire les coûts d'investissements des promoteurs. | Soutien pour la chaîne d'approvisionnement en biomasse (Italie) Programme Inova Energia du Brésil (Brésil) |
| Incitation fiscale ou crédit d'impôt | Mécanismes fiscaux visant à réduire le coût net des projets en reportant les taxes sur l'équipement admissible, ce qui permet d'allouer l'argent économisé à d'autres dépenses. | Politique du Gujrat sur la valorisation énergétique des déchets 2016 (Inde) Loi américaine sur le redressement et le réinvestissement de 2009 (États-Unis) |
| Tarification du carbone | Ces régimes intègrent le coût des externalités négatives causées par les émissions de GES issues des combustibles fossiles au moyen d'une taxe ou d'un système d'échange de droits d'émissions. | Taxe sur le carbone en Suède Système d'échanges de quotas d'émissions de l'UE Filet de sécurité fédéral sur la tarification du carbone (Canada) |
| Enchères ou appels d'offres | Un gouvernement ou un organisme public lance des enchères ou des appels d'offres en vue d'acquiescer une certaine quantité ou capacité d'énergie renouvelable. Les appels d'offres conviennent mieux aux projets à grande échelle qui requièrent des investissements élevés en amont et qui ont besoin de garanties. | Enchères sur les énergies renouvelables en Argentine – Programme RenovAr |
| Régime de certification | Ces régimes fournissent une certitude au sein du marché sur la durabilité de la bioénergie et réduisent le risque d'effets négatifs. Ils peuvent être établis par le gouvernement ou le secteur privé. | Table ronde sur la production durable d'huile de palme (RSPO-RED) (Union européenne) Certification internationale en matière de durabilité et d'émissions de carbone (ISCC EU) (Union européenne) |

Adoption de politiques appuyant l'utilisation de la bioénergie dans le monde

Le nombre de politiques qui soutiennent la production et l'utilisation de la bioénergie a augmenté depuis la fin des années 1990. Les États-Unis, le Brésil et l'Union européenne sont actuellement les plus grands producteurs de biocarburant liquide et ils encouragent son utilisation en établissant des politiques comme les mandats sur les biocarburants. Cependant, la biomasse est aussi utilisée pour répondre à une part importante de la demande en énergie dans des pays comme la Finlande, l'Autriche et la Suède, pour les procédés industriels et le chauffage des bâtiments. Un aperçu des différentes politiques dans le monde est présenté ci-dessous. Au Canada, plusieurs de ces instruments de politique sont en place ou en cours d'élaboration dans l'administration fédérale, les provinces et les territoires.



N° de cat. M134-46/2017F-PDF (En ligne)
ISBN 978-0-660-24025-1

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à nrcan.copyrightdroitdauteur.nrcan@canada.ca.
Also available in English under the title: Bioenergy Policies

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Ressources naturelles, 2018